



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille
6 rue Auber 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille

6 rue Auber 59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale du Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Syndicat de l'Enseignement de la Production de la Mécanique et des Matériaux - Icam Lille relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du syndicat à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note "Changement de méthode comptable" de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil Syndical et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le syndicat ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil Syndical.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre syndicat.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du syndicat à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 8 juin 2026

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

Icam Lille
Bilan Actif

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
FRAIS D'ETABLISSEMENTS (I)	0		0	0
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	0		0	0
Donations temporaires d'usufruit	0		0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	576 967	571 609	5 358	12 080
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	0		0	0
Constructions	2 788 088	2 370 377	417 711	506 876
Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 509 556	7 772 029	3 737 527	3 884 469
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	71 348		71 348	76 166
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0		0	0
Immobilisations financières				
Participations	0		0	0
Créances rattachées à des participations	0		0	0
Autres titres immobilisés	8 800		8 800	8 620
Prêts	277 562		277 562	253 307
Autres Immobilisations Financières	5 070		5 070	3 070
Total II	15 237 391	10 714 014	4 523 376	4 744 587
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	0		0	11 049
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 595 424	132 753	3 462 670	4 484 678
Créances reçues par legs ou donations	0		0	0
Autres créances	2 182 603	75 710	2 106 893	2 272 961
Charges constatées d'avance	81 418		81 418	71 118
Valeurs mobilières de placement	1 000 000		1 000 000	0
Instruments financiers à terme et jetons détenus	0		0	0
Disponibilités	2 305 322		2 305 322	2 792 715
Total III	9 164 766	208 463	8 956 303	9 632 522
Frais d'émission des emprunts (IV)	0		0	0
Primes de remboursement des emprunts (V)	0		0	0
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)	0		0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	24 402 157	10 922 477	13 479 679	14 377 109

Icam Lille
Bilan Passif

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Ecarts de réévaluation		0
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	0	0
Autres	0	0
Report à nouveau		
Report à nouveau	2 712 083	2 597 688
Excédent ou déficit de l'exercice	-183 107	114 395
Situation nette (sous total)	2 528 975	2 712 083
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	833 182	785 635
Provisions réglementées	-	-
Total I	3 362 158	3 497 717
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	551 568	619 238
Total II	551 568	619 238
PROVISIONS		
Provisions pour risques	183 087	66 087
Provisions pour charges	480 729	486 549
Total III	663 816	552 636
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 960 329	2 474 147
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Instruments financiers à terme	-	-
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	589 056	956 683
Dettes des legs ou donations		-
Dettes fiscales et sociales	1 388 166	1 191 996
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 509	289 269
Autres dettes	831 853	743 344
Produits constatés d'avance	4 120 223	4 052 078
Total IV	8 902 137	9 707 517
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	13 479 679	14 377 109

Icam Lille
Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	-	-
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	97 910	-
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	12 240 647	11 054 706
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 382 002	1 943 850
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	-	-
Mécénats	-	-
Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	141 578	477 566
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	183 403	856 640
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-
Utilisations des fonds dédiés	116 248	278 786
Autres produits	10 877	236
Total I	15 172 665	14 611 784
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	78 015	121 019
Variation de stocks	11 049	-
Autres achats et charges externes	4 412 796	3 779 850
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	148 397	131 238
Salaires	5 646 516	5 244 495
Cotisations sociales	2 442 139	2 287 897
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	994 289	794 554
Dotations aux provisions	205 568	75 073
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		-
Reports en fonds dédiés	48 578	390 648
Autres charges	1 567 263	1 709 035
Total II	15 554 609	14 533 809
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 381 944	77 975
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	199	729
Autres intérêts et produits assimilés	955	9 322
Reprises sur dépréciations et provisions	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits des immobilisations financières cédées	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	-	11 799
Total III	1 154	21 850
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	79 633	67 618
Différences négatives de change	-	-
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	-	-
Total IV	79 633	67 618
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 78 479	45 768
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 460 423	32 207

Icam Lille
Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	-	194 035
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	-	293 087
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	99 052
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	- 277 316	- 181 240
Total des produits (I + III + V)	15 173 819	14 827 669
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	15 356 926	14 713 274
EXCEDENT OU DEFICIT	- 183 107	114 395
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	-	-

ICAM Lille

ANNEXE AU BILAN 2025

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Locaux du site de Lille

La rénovation des locaux du site de Lille s'est achevée fin 2024 et l'inauguration eu lieu en 2025. Les locaux sont désormais loués auprès du GIE Icam. Ils ont fait l'objet d'un premier loyer pour l'année 2025, comptabilisé dans les charges de l'exercice pour 616 K€.

Changement de méthode comptable – Application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers et le règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023.

L'application de ces règlements constituent un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement ANC 2022-06, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application des règlements ANC n°2022-06 et 2023-03 génèrent des impacts sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N ; ceux-ci sont présentés dans le point 5.7 de l'annexe des comptes.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

L'Icam site de Lille, est une association Professionnelle (Syndicat)

L'objet social de l'association professionnelle est :

La défense, la protection et la sauvegarde des intérêts des Syndiqués, dans la limite et par tous les moyens que le Livre III du Code du Travail met à leur disposition, et en particulier de pourvoir par des œuvres d'éducation scientifique et par l'enseignement technique et professionnel sous toutes ses formes et à tous ses degrés, à la formation d'Ingénieurs et Techniciens et de leurs collaborateurs ouvriers qualifiés aptes à répondre à tous les besoins de l'industrie.

1 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels de l'entité ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du code l'action sociale et des familles, aux dispositions spécifiques applicables du règlement 2018-06 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 applicables au 1^{er} janvier 2025.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2 Principes comptables retenus

1.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition composé du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables. Les amortissements des acquisitions correspondent à la dépréciation des biens calculés selon le mode linéaire.

1.2.3 Durées d'amortissement (acquisitions subventionnées et autofinancées)

Logiciels informatiques	1 à 5 ans
Aménagements intérieurs des bâtiments	10 ans
Matériels et outillages	8 à 10 ans
Matériels de transport	3 ans
Matériels de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

1.2.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'achat.

1.2.5 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée si un risque de non-recouvrement est identifié.

1.2.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées au passif du bilan et sont reprises au compte de résultat au même rythme que les amortissements des biens financés.

1.2.7 Provision pour indemnités de départ à la retraite

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été comptabilisée pour l'ensemble du personnel présent au 31 décembre 2025.

Le total de la provision pour engagement retraite au 31 décembre 2025 est de 481 K€ avec une provision de 56 K€ sur 2025. Les départs de personnel de l'année 2025 ont donné lieu à une reprise sur provision de 61 K€.

La méthode de calcul de la provision tient compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- Salariés concernés : CDI statuts cadre et non cadre
 - Taux d'actualisation : 3,70 %
 - Taux de croissance des salaires : 1 %
 - Age de départ à la retraite : 65 ans.

1.2.8 Fonds dédiés

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

2 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN

2.1 Actif immobilisé (en K€)

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit en K€ :

	01/01/2025	Acquisitions	Cessions Rebut	Virement de poste à poste	31/12/2025
Immos incorporelles	577				577
Immos corporelles	13 677	606		15	14 298
Immos en cours et acomptes	76	72	62	- 15	71
Immos financières	265	26			291
TOTAL	14 595	704	62	-	15 237

2.2 État des amortissements

Les variations de l'état des amortissements se décomposent de la façon suivante (en K€)

AMORTISSEMENTS				
	01/01/2025	Dotations	Sorties	31/12/2025
Immos incorp.	565	7		572
Immos corpor.	9 286	857		10 142
TOTAL	9 851	864	-	10 714

2.3 État des échéances des créances et des dettes

La répartition des créances du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance	
		à moins d'un an	à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé</i>			
Immobilisations financières	291	-	291
<i>Créances de l'actif circulant</i>			
Clients et comptes rattachés	3 615	3 615	-
Personnel	19	19	-
Etat	1 668	1 668	-
Débiteurs divers	443	443	-
TOTAL CREANCES	6 037	5 745	291

Les créances Etat se composent notamment du CIR 2022 (128 K€), du CIR 2024 (265 K€), du CIR 2025 (213 K€), de subventions à recevoir (886 K€) et d'un crédit de tva (142 K€).

La répartition des dettes du bilan selon leur échéance est la suivante :

	Montant brut	Échéance		
		à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
<i>Dettes financières</i>				
Emprunts	1 960	389	1 176	395
Trésorerie court terme				
<i>Autres dettes</i>				
Dettes fournisseurs	589	589		
Dettes fournisseurs d'immobilisations	13	13		
Dettes fiscales et sociales	1 388	1 388		
Créditeurs divers	852	852		
Produits constatés d'avance	4 120	4 120		
TOTAL DETTES	8 922	7 351	1 176	395

2.4 Comptes de régularisation

A l'actif, les charges constatées d'avance s'élèvent à **81 K€** et sont liées à l'exploitation.

Au passif, les produits constatés d'avance s'élèvent à **4 120 K€**. Ils correspondent principalement :

- Aux frais de scolarités et contributions à la vie collective 2025/2026 facturées d'avance pour 4 035 K€ (8/12^e de l'année scolaire) ;
- A des subventions et dons perçus d'avance sur différents projets pour 86 K€.

2.5 Variation des fonds associatifs.

La variation des fonds associatifs est la suivante :

	01/01/2025	+	-	31/12/2025
<i>Fonds propres</i>				
Fonds associatifs sans droit de reprise	0			0
Report à nouveau créateur	2 841	114		2 955
Report à nouveau créateur	-243			-243
Résultat de l'exercice	114	-183	-114	-183
<i>Autres fonds associatifs</i>				
Fonds associatifs avec droit de reprise	0			0
Subventions d'investissement	2 111	241		2 352
Amts subv. d'investissement	-1 326	-194		-1 519
TOTAL	3 498	-21	-114	3 362

Le bénéfice de l'année 2024 a été affecté en report à nouveau.

Des subventions d'investissement ont été valorisées en 2025 pour 241 K€ et concernent le financement de matériel pour des projets de recherche et pour la plateforme de Lean Management.

L'amortissement 2025 des subventions d'investissement s'établit à 194 K€. Il figure, depuis l'application du règlement ANC 2022-06, dans les produits d'exploitation

2.6 Provisions

Les variations de l'état des provisions se décomposent de la façon suivante (en K€) :

	01/01/2025	+	-	31/12/2025	dont reprises utilisées	dont reprises non utilisées
<i>Dépréciation d'actifs circulant</i>						
Créances clients	91	131	89	133	89	0
Autres créances	76	-	-	76		
<i>Prov. pour risques et charges</i>						
Litiges	66	150	33	183	33	0
Provisions indemnités retraite	487	56	61	481	57	4

2.7 Variation des fonds dédiés.

La variation des fonds dédiés est la suivante :

	01/01/2025	+	-	31/12/2025
Subventions d'exploitation	0			0
Contributions financières d'autres org.	619	49	-116	552
Ressources liées à la générosité du public	0			0
TOTAL	619	49	-116	552

Les fonds dédiés concernent des contributions financières reçues de financeurs privés (fondations).

L'amortissement 2025 de ces fonds dédiés s'établit à 116 K€. Il figure en produits d'exploitation.

2.8 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances sont détaillés comme suit :

Charges à payer	31/12/2025
Fournisseurs	194
Personnel et comptes rattachés	869
Etat et comptes rattachés	69
Divers et comptes rattachés	154
Trésorerie et comptes rattachés	4
TOTAL	1 291

Produits à recevoir	31/12/2025
Clients	165
Personnel et comptes rattachés	17
Etat et comptes rattachés	1 491
Divers et comptes rattachés	197
Trésorerie et comptes rattachés	
TOTAL	1 870

2.9 Engagements hors bilan

Engagements donnés	31/12/2025
Avals, cautions, garanties	-
Autres engagements	-
TOTAL	-

3 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A L'ACTIVITE

Produits d'exploitation

Produits d'exploitation	31/12/2025	31/12/2024
Scolarités	5 951	5 600
Financement de l'apprentissage	3 601	3 702
Formation continue d'ingénieurs	208	240
Formation Professionnelle	480	333
Produits des laboratoires (hors subventions)	1 118	848
Production atelier & école de production	98	166
Activités annexes	883	167
Subventions Etat (MESRI)	411	411
Subventions Ministère du Travail (financement EDP)	345	307
Subventions Etat /Feder	55	84
Subventions Région/Collectivités locales	119	105
Subventions autres financeurs	528	340
QP Subventions d'investissement virées au CR	194	0
Taxe d'apprentissage	730	697
Contributions financières autres organismes	142	478
Utilisation fonds dédiés	116	279
Autres produits d'exploitation	11	0
Reprises sur provisions	183	61
Transferts de charges	0	795
TOTAL	15 173	14 612

Ressources Formation Professionnelle (y compris lean management et formation continue d'ingénieurs)

Origine des fonds	31/12/2025		31/12/2024	
	En K€	En %	En K€	En %
<i>1 – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>				
Etat – Collectivités locales – Etab. Publics		0%		0%
Entreprises	121	17,6%	80	11,6%
Particuliers	5	0,7%	32	4,6%
<i>2 – Ressources provenant des pouvoirs publics</i>				
Instances Européennes (FSE)		0,0%		0,0%
Etat		0,0%		0,0%
Régions	348	50,6%	275	39,9%
Autres collectivités territoriales		0,0%		0,0%
<i>3 - Autres</i>				
Autres organismes de formation	213	31,0%	187	27,2%
Autres ressources		0,0%		0,0%
Total des Ressources FC	688	100%	573	83%

4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**5.1 Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants**

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes pour la mission d'arrêté des comptes 2025 ont été provisionnés en intégralité au 31 décembre 2025.

5.3 Effectif moyen

Effectif moyen année civile 2025 (ETP) :

- Permanents Cadres et non cadres : 112 personnes
- CDD d'usage et de remplacement : 9 personnes

Effectif moyen année civile 2024 (ETP) :

- Permanents Cadres et non cadres : 108 personnes
- CDD d'usage et de remplacement : 8 personnes

5.4 Impôt sur les sociétés

Le CIR inscrit sur le compte de résultat 2025 se compose du Crédit d'impôt Recherche 2025 : - 213 K€ et de régularisations de CIR d'années antérieures pour -68 K€.

5.5 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature (de travail, de biens ou de services) ne sont pas significatives et ne sont pas considérées comme des éléments essentiels à la compréhension de l'activité. Elles ne sont donc pas comptabilisées en bas du compte de résultat.

5.6 Transactions significatives avec les parties liées

Les transactions réalisées avec les parties liées sur 2025 sont les suivantes :

Transactions avec les parties liées	Produits	Charges
Icam	13	296 (c)
GIE Icam	0	1 750 (d)
Icam Grand Paris Sud	20 (a)	24 (e)
Icam Ouest	4	0
Icam Strasbourg	0	7
Icam Toulouse	2	0
Fondation Féron-Vrau	-9	0
Les Amis de l'Icam	182 (b)	64 (f)
Alumni	5	0
TOTAL	217	2 140

- (a) Les produits réalisés avec l'Icam Grand Paris Sud correspondent à la mise à disposition d'une salariée et à des refacturations diverses.
- (b) Les produits réalisés avec les Amis de l'Icam correspondent à de la mutualisation de prestations pour 113 k€ (Edf, téléphone, gardiennage) et à des mises à disposition de personnel 69 K€ (personnel administratif & gardiennage)
- (c) Les charges facturées par l'Icam concernent les frais de groupe et des frais de mutualisation (enseignement supérieur, international, DGD coordination France)
- (d) Les charges facturées par le GIE Icam concernent des frais de mutualisation (assurances, communication, informatique, financements, gestion et RH, communication) pour 1.028 K€, le loyer de l'ensemble immobilier rue Auber de l'année 2025 pour 616 K€, la refacturation de la taxe foncière 2025 pour 93 K€ et des refacturations diverses pour 13 K€.
- (e) Les charges facturées par l'Icam Grand Paris Sud concernent des refacturations d'hébergement et de services managés pour 2025.
- (f) Les charges facturées par les Amis de l'Icam concernent de la mise à disposition de personnel.

5.7 Tableau de reclassement des postes de l'exercice (présentation selon ANC 2022-06 et 2023-03)

Suite à l'application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03, on trouve dans le compte de résultat de l'exercice 2025 :

- En production vendue : les coûts de mise à disposition de locaux et de personnel facturés aux entités partenaires et intersites (auparavant comptabilisés en transferts de charges)
- En moins des charges de personnel : les remboursements de charges de personnel (auparavant comptabilisés en transferts de charges)
- En subventions d'exploitation : les quotes-parts d'amortissement des subventions d'investissement (auparavant comptabilisées en produits exceptionnels)

Au niveau du bilan, les charges constatées d'avance sont désormais présentées dans l'actif circulant.

Poste concerné (ancien modèle)	Montant 2025 selon ancien format	Reclassement requis au titre du règlement	Poste d'arrivée dans le nouveau modèle (intitulé complet)	Montant 2025 après reclassement
Transferts de charges	758 K€	Reclassés selon la nature de l'opération	Production vendue Salaires	755 K€ -3 K€
Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat (en produits exceptionnels)	194 K€	Reclassées en produits d'exploitation	Subventions d'exploitation	194 K€
Charges constatées d'avance	81 K€	Présentées en "Créances – Charges constatées d'avance"	Actif circulant – Créances	81 K€